

**Nations unies - Rôle des ressources
naturelles dans les causes profondes
des conflits - Intervention du
représentant permanent de la
France auprès des Nations unies -
Conseil de sécurité**
(New York, 16 octobre 2018)

Monsieur le Président,

Je tiens avant tout à remercier la présidence bolivienne pour l'organisation de ce débat, sur un thème que nous jugeons essentiel, comme je souhaite remercier le Secrétaire général pour son propos qui donne un cadre très éclairant à nos discussions.

Monsieur le Président,

Parler des ressources naturelles, c'est parler des ressources extractives, notamment les énergies fossiles et les minerais. Mais c'est aussi parler de la qualité des sols, de la biodiversité et de l'eau, autant de ressources vitales qui sont affectées par le changement climatique.

La gestion raisonnée des ressources naturelles peut et doit être un facteur de développement économique. Mais, encore trop souvent, la lutte pour se les accaparer contribue à déclencher, amplifier ou pérenniser des conflits meurtriers.

Face à ces situations, l'enjeu est de combiner l'action de court terme, indispensable pour répondre à l'urgence des crises, et le travail de long terme qui implique de traiter leurs causes profondes, au nombre desquelles se trouve souvent la question des ressources naturelles.

Mon message aujourd'hui est simple : ensemble, nous devons mieux prendre en compte ce facteur dans la prévention des conflits, dans le traitement des crises et dans l'accompagnement vers les processus de transition politique, mais aussi vers le développement durable.

1/ Mon premier point porte sur la prévention.

Le terreau qui favorise l'émergence des conflits liés aux ressources naturelles est connu. Quand les revenus qu'elles génèrent sont mal distribués, quand elles suscitent des phénomènes de prédation, quand la gestion des entreprises impliquées est opaque ou quand les parties prenantes sont insuffisamment incluses dans le processus de décision ou la redistribution des ressources, alors les risques de conflits augmentent. Et cela qu'il s'agisse de conflits internes ou

de conflits provoqués par des acteurs issus des pays voisins.

Pour mieux identifier les situations de fragilité, nous devons encourager le partage des analyses et diagnostics et développer des mécanismes d'alerte précoce. Nous appelons donc le Secrétariat des Nations unies à pleinement intégrer la dimension "ressources naturelles" dans ses rapports et à se doter pour cela de l'expertise requise, en s'appuyant notamment sur les agences spécialisées de Nations unies.

La société civile et les acteurs privés peuvent aussi apporter une contribution précieuse pour améliorer la gouvernance dans l'exploitation des ressources, aux côtés des gouvernements. A ce titre, les mesures volontaires prises pour améliorer la transparence des recettes vont dans le bon sens. Je pense, en particulier, à l'initiative pour la transparence des industries extractives.

Encourager la contribution de la société civile, c'est aussi s'assurer que, partout, les défenseurs du droit de l'environnement et d'une gestion durable des ressources sont libres de s'exprimer et protégés contre les attaques dont ils peuvent être l'objet.

Enfin nous devons soutenir les outils de diplomatie préventive dans la gestion des ressources naturelles, tels que les conventions sur les eaux transfrontalières.

2/ Mon deuxième point concerne le traitement des crises.

Lorsqu'un conflit éclate, les revenus générés par l'exploitation illicite des ressources peuvent contribuer à l'amplifier ou à l'inscrire dans la durée.

L'exemple de la crise en Libye le montre bien : la prédation des ressources naturelles du pays incite de nombreux acteurs à perpétuer le statu quo plutôt qu'à accompagner le processus de transition politique proposé, avec le soutien de ce Conseil, par le Représentant spécial Ghassan Salamé.

C'est aussi très net en RDC ou encore en RCA, avec les activités prédatrices des groupes armés. Dans l'ensemble de ces crises, l'économie de guerre est aussi une économie de rente, dont les populations concernées sont doublement victimes : elles sont privées des ressources nécessaires à leur développement ; elles sont aussi les premières victimes de la poursuite des conflits.

Les difficultés d'accès à l'énergie et aux ressources naturelles pendant les conflits sont également un facteur d'augmentation des violences sexuelles et liées au genre, les femmes s'exposant parfois à d'intolérables violences pour apporter l'eau et les denrées essentielles à leur foyer, pour n'en prendre que ces exemples. Le Soudan du Sud en offre une illustration particulièrement grave.

En outre, les inégalités d'accès aux ressources dont souffrent les femmes freinent non

seulement leur émancipation, mais aussi le développement des pays concernés.

Il est donc de notre devoir d'agir sur ce facteur de perpétuation des crises.

Nous le faisons lorsque nous adoptons des sanctions, notamment lorsque nous prévoyons des critères de désignation liés à l'exploitation des ressources. Les dispositifs mis en place en RDC et en RCA en sont un exemple. Nous pouvons et devons le faire davantage, en veillant notamment à recruter des experts spécialisés ; et en encourageant ces experts à mettre au jour les réseaux d'intermédiaires locaux et internationaux qui rendent les trafics possibles.

Au-delà de l'action de ce Conseil, les outils de recommandation mis en place par l'OCDE pour encourager les entreprises multinationales à adopter une attitude responsable sont aussi extrêmement utiles. Bien sûr, cette responsabilité s'appuie généralement sur les capacités centrales de suivi et de transparence.

Je tiens également à saluer la contribution précieuse des mécanismes de suivi et de certification des produits de base, tels que celui mis en place par le processus de Kimberley pour les diamants dont la présidence est assurée, cette année, par l'Union européenne. Nous souhaitons que le secteur de l'or fasse également l'objet d'un cadre de certification, dans le même esprit de coopération entre acteurs publics et privés.

3/ Enfin, Monsieur le Président, mon troisième et dernier point porte sur les situations post-conflit, qui exigent également une action résolue de notre part.

Sur ce point, la réforme du secteur de la sécurité est un enjeu crucial. Afin de prévenir et de lutter durablement contre l'exploitation illicite des ressources naturelles, il est nécessaire d'appuyer tant le renforcement de l'efficacité opérationnelle des forces de sécurité que la transparence et la redevabilité de ces dernières. Nous devons être attentifs à cette dimension dans les mandats adoptés ou renouvelés par ce Conseil.

En outre, lorsque des prestataires privés sont mandatés par le secteur extractif pour des missions de sécurisation des sites, une réglementation adéquate doit permettre d'assurer d'une part leur professionnalisme et, de l'autre, leur coordination avec les autorités publiques.

Les opérations de maintien de la paix peuvent aider les pays-hôtes à renforcer l'Etat de droit, et contribuer ce faisant à créer un climat propice à une exploitation raisonnée et légale des ressources naturelles, soucieuse de l'intérêt des populations. Elles aideront le pays hôte à exercer sa souveraineté jusque dans ce domaine. A cet égard, il convient de s'assurer aussi de l'exemplarité de l'action des personnels des Nations unies.

Monsieur le Président,

Dans les situations post-conflit, la question des terres et de la propriété foncière est également

un sujet essentiel. Nous le voyons au Darfour. C'est un enjeu crucial pour le retour des personnes déplacées et réfugiées et pour éviter de nourrir un nouveau conflit. La prévention des conflits passe aussi par la reconnaissance et la sécurisation des droits de propriété et d'usage existants et constatés, quelle que soit leur origine ou leur nature. Et nous devons avoir une vigilance particulière pour garantir les droits fonciers des femmes, y compris au lendemain des conflits.

Enfin, je souhaite souligner le rôle important que joue la commission de consolidation de la paix pour les pays dépendants des ressources naturelles en situation de post-conflit. Elle offre un cadre indispensable pour rassembler toutes les composantes du système des Nations unies et les institutions financières internationales, et pour valoriser les bonnes pratiques.

Monsieur le Président,

Face à un enjeu complexe, la mobilisation de chacun est indispensable pour faire des ressources naturelles un facteur de développement durable, plutôt que le carburant des crises actuelles et futures. Vous pouvez compter sur l'engagement résolu de la France en ce sens.

Je vous remercie./.